COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU 30.09.2021

Étaient présents : tous les membres du Conseil Municipal, sauf Mme Stéphanie BOUVIER et Messieurs Patrice DOMPMARTIN, Arnaud DESBIOLLES, Laurent CHECKO, Hervé FAUVAIN, excusés.

Mme Stéphanie BOUVIER ayant donné procuration à Mme Dominique BRAND
M. Patrice DOMPMARTIN ayant donné procuration à Mme Isabelle ROGUET
M. Arnaud DESBIOLLES ayant donné procuration à M. Denis DUPANLOUP
M. Laurent CHECKO ayant donné procuration à Mme Nathalie FREYRE

Mme Aurore TROTTET a été nommée secrétaire.

Approbation du précédent compte-rendu

Le compte-rendu de la réunion du Conseil du 8.07.2021 est approuvé à l'unanimité.

1. Présentation du responsable du service technique

M. Nicolas HAILLANT, responsable du service technique, engagé depuis le 1^{er}.09.2021 se présente au conseil municipal.

2. Service Enfance et Jeunesse : validation des tarifs pour un projet à destination des 9-12 ans durant les vacances d'automne

Mme le Maire expose au Conseil Municipal que le centre de loisirs organisera, pour les enfants de 9 à 12 ans, durant la période du 25 au 29 octobre 2021 une semaine thématique dédiée à la création d'un film d'animation en stop motion.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de valider cette animation et de fixer les montants à facturer aux familles comme suit :

Quotient familial	Perjussiens	Hors commune
De 0 à 500	170 €	195 €
De 501 à 800	185 €	210 €
De 801 à 1 200	195 €	220 €
De 1 201 à 1 600	210 €	230 €
De 1 601 à 2 000	230 €	250 €
De 2 001 à 2 500	240 €	265 €
Supérieur à 2501	250 €	275 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, valide le projet proposé ainsi que les tarifs ci-dessus.

3. Vote de virements de crédits

M. Olivier LOTH, Maire-adjoint en charge des finances, expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de prévoir les virements et ouvertures de crédits suivants au budget 2021 de la commune :

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité, les ouvertures et virements de crédits ci-dessus.

Virements de crédits

Objet des dépenses	Diminution sur crédits déjà alloués		Augmentation des crédits	
	Chapitre	Somme	Chapitre	Somme
Fds péréquation des ressources communales et intercommunales	022	140.00	739223	140.00
Créances admises en non-valeur	022	35.00	6541	35.00
Titres annulés sur exercices antérieurs	022	10.00	673	10.00
Autres contributions	022	2 600.00	65548	2 600.00
Installations de voirie	2312	22 300.00	2152	22 300.00
Agencements, aménagement terrains	2128	50 000.00	2312	50 000.00

Ouvertures de crédits

Section investissement – recettes :

1342 : amendes de police	26 750.00 €
024 : produit des cessions	11 500.00 €

Section investissement – dépenses :

21538 : autres réseaux	25 000.00 €
21578 : autre matériel et outillage de voirie	5 000.00 €
2313 : constructions	8 250.00 €

Le Conseil Municipal accepte, à l'unanimité, les ouvertures et virements de crédits ci-dessus.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la trésorerie se trouve dans l'impossibilité de recouvrer les titres de recettes ci-dessous, relatifs aux budgets antérieurs de la commune :

Année	Titre	Objet	Montant
2018	319	Périscolaire	34,69
2019	74	Trop perçu salaire	0,01

Conformément à la nomenclature M14, Madame la Trésorière a sollicité Mme le Maire afin que les membres du Conseil Municipal délibèrent sur l'admission en non-valeur des titres détaillés ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Prononce** l'admission en non-valeur de la totalité des créances susvisées, étant précisé que cela ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur s'il s'avérait possible.
- **Autorise** Madame le Maire à signer tous actes et pièces relatifs à ces dossiers

4. Renforcement du droit de préemption urbain

Madame le Maire expose que le droit de préemption urbain (DPU) est un outil de politique foncière à disposition des communes. Il leur permet de se porter acquéreurs prioritaires de tout ou partie de biens en voie d'aliénation, en vue de la réalisation de leurs actions et opérations d'aménagement.

L'application du DPU sur les zones urbaines et d'urbanisation future du Plan local d'Urbanisme approuvé le 28 mars 2019 est confirmée en séance du Conseil Municipal du 30.09.2021.

L'exercice du DPU comporte des exceptions et notamment, ne permet pas à la commune de se porter acquéreur de lots en copropriété. Pour se porter acquéreur également dans ces cas d'exceptions, la commune a la possibilité d'instaurer un droit de préemption renforcé sur tout ou partie d'un secteur faisant l'objet d'un projet d'aménagement global.

Il est ainsi proposé d'instaurer un droit de préemption renforcé sur le secteur du Centre-Bourg.

L'instauration du droit de préemption renforcé contribuera en effet à la mise en œuvre d'un projet urbain global au niveau de la commune avec la réalisation d'équipements collectifs notamment des circulations sécurisées pour les modes doux, une voirie adaptée autour du groupe scolaire.

Par ailleurs, il permettra la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat en faveur de la mixité sociale notamment la création de logements en accession sociale à la propriété.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.210-1 à L.210-2, L.211-1 à 211-7, L.213-1 à L.213-8, L.221-1, L.211-2, L.300-1, R.211-8, R.213-1 à R.213-30 ;

Vu les articles L.2111-17, L.2122-19, L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par la délibération du 28/03/2019 ;

Vu la confirmation, par délibération du Conseil Municipal du 20/09/2019 de l'application du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28/03/2019 ;

Considérant que la commune peut décider d'appliquer un droit de préemption renforcé aux aliénations et cessions mentionnées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant que toute décision de préemption et, par corollaire, l'institution d'un secteur soumis au droit de préemption renforcé doit avoir pour finalité l'un des objectifs de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme et notamment :

- la mise en œuvre d'un projet urbain
- la mise en œuvre d'une politique de l'habitat

- la réalisation d'équipements collectifs
- le renouvellement urbain.

Considérant l'urbanisation de la Commune, organisée en plusieurs hameaux distincts, et le regroupement unique sur le secteur centre bourg, de l'ensemble des équipements publics et des fonciers fléchés pour leur accueil ;

Considérant la politique foncière de la Commune initiée depuis de nombreuses années et lui ayant permis de garantir une maîtrise foncière publique de l'ensemble des parcelles classées en zone UE au PLU opposable, à l'exception d'un tènement situé entre l'école et la mairie, et les parcelles destinées à l'accueil et l'extension du groupe scolaire et des aires de stationnement ;

Considérant l'emplacement réservé n°11 pour l'extension du groupe scolaire et des aires de stationnement pour une emprise de 6642 m² et l'emplacement réservé n°2 destiné à la desserte et l'extension du centre-bourg, pour une emprise de 2291 m², tous deux au bénéfice de la Commune ;

Considérant la configuration actuelle des équipements publics et notamment la mairie, le groupe scolaire et les lieux d'accueil enfance et jeunesse ainsi que leurs voies de desserte, aujourd'hui inadaptées et sous dimensionnées par rapport à la fréquentation ;

Considérant la croissance démographique communale et l'augmentation induite des effectifs scolaires, impliquant l'ouverture d'une quatorzième classe, et la programmation de l'extension du groupe scolaire ;

Considérant les problèmes organisationnels générés par la dispersion des services enfance et jeunesse dans les locaux des écoles élémentaire et maternelle, et l'opportunité de création d'un bâtiment dédié ;

Considérant le nombre de véhicules aux heures d'entrées/sorties des écoles, et les difficultés de circulation générées jusque sur la RD 102E le temps de la résorption des flux ;

Considérant les intersections de la voie actuelle de desserte des équipements publics, avec la route départementale, et leur dangerosité liée à l'importance du trafic ;

Considérant l'actuelle mairie, dont l'entrée principale se situe sur le trottoir, sans recul à la voirie, dépourvue de stationnements spécifiques pour le personnel, et pour laquelle une opération de réhabilitation complète est lancée, en vue d'une livraison à l'horizon 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'envisager également une réfection des espaces extérieurs afin d'améliorer l'accessibilité, permettre une sécurisation des déplacements notamment lors de cérémonies ou événements avec regroupement de personnes ;

Considérant qu'il est opportun et cohérent de prévoir l'aménagement de ce secteur de façon globale en intégrant la réhabilitation, les extensions, les créations d'équipements publics ainsi que les circulations de véhicules et mobilités douces ;

Considérant que pour ce faire la Commune doit se doter des outils lui permettant de poursuivre les acquisitions foncières préalables à la réalisation des équipements publics complémentaires et aux aménagements périphériques ;

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal :

- De renforcer le droit de préemption urbain aux exceptions susmentionnées définies par l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme, sur le périmètre figurant au plan annexé, situé au Centre-Bourg ;
- De charger Madame le Maire de la mise en application de cette décision qui comprendra :
 - que la présente délibération fasse l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et sera publiée au recueil des actes administratifs de la commune ;
 - qu'une mention sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département de la Haute-Savoie ;
 - qu'une copie de la délibération sera transmise à l'ensemble des organismes et services mentionnées à l'article R.211-3 du Code de l'Urbanisme.

Un registre, sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens, sera ouvert en mairie et mis à disposition du public conformément à l'article L213-13 du Code de l'urbanisme.

5. Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les constructions nouvelles

Mme le Maire expose au Conseil Municipal les dispositions de l'article 1383 du code général des impôts permettant au conseil municipal de limiter l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, en ce qui concerne les immeubles à usage d'habitation.

Elle précise que la délibération peut toutefois limiter ces exonérations uniquement pour ceux de ces immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L.301-1 à L. 301-6 du code de la construction et de l'habitation ou de prêts conventionnés.

Vu l'article 1383 du code général des impôts,

Considérant l'évolution des prix de matériaux et l'envol des coûts de construction,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

décide de limiter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversions de bâtiments ruraux en logements, à 40 % de la base imposable, en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation ;

charge Mme le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

6. Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sur les locaux ayant fait l'objet d'une fermeture administrative continue entre le 15.03.2020 et le 8.07.2021 en raison de la crise sanitaire de covid-19

Mme le Maire expose au Conseil Municipal les dispositions de l'article 1639 A bis du code général des impôts qui permet aux communes, par délibération prise au plus tard le 01.10.2021, d'instituer un dégrèvement de la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties dues au titre de 2021 afférente aux locaux utilisés par les établissements ayant fait l'objet d'une fermeture administrative continue entre le 15.03.2020 et le 8.07.2021 en raison de la crise sanitaire due à l'épidémie de covid-19 et dont les propriétaires ont accordé une remise totale de loyers au titre de 2020. Elle précise que le dégrèvement ne s'appliquera pas aux taxes suivantes ni aux prélèvements opérés par l'Etat sur ces taxes en application de l'article 1641 du même code :

- 1 – la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations prévue à l'article 1530 bis dudit code ;
- 2 – la taxe d'enlèvement des ordures ménagères prévue à l'article 1520 du même code ;
- 3 – les taxes spéciales d'équipement additionnelles à la taxe foncière sur les propriétés bâties prévues aux articles 1607 bis, 1607 ter et 1609 B à 1609 G du même code ;
- 4 – les contributions fiscalisées additionnelles à la taxe foncière sur les propriétés bâties levées conformément à l'article 1609 quater du même code.

Le bénéfice du dégrèvement est subordonné à la condition que le propriétaire souscrive, avant le 1^{er} novembre 2021, une déclaration au service des impôts assortie de la justification de la remise des loyers et de l'utilisation des locaux afférents par un établissement mentionné au 1 de l'article.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'instituer le dégrèvement ci-dessus proposé et charge Mme le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

7. Occupation de l'ancienne cure durant la réhabilitation de la mairie

Le Conseil Municipal autorise Mme le Maire à signer un contrat de location avec l'Association Educative de Pers-Jussy afin d'y installer les bureaux administratifs de la mairie durant la réhabilitation de celle-ci. Le contrat démarrera à la date d'emménagement dans les locaux. Le loyer mensuel sera de 1000 € hors charges.

Avant l'emménagement dans les locaux de l'ancienne cure, des travaux seront à prévoir pour l'organisation fonctionnelle des différents bureaux administratifs. Ceux-ci seront commandés et payés par la commune.

Le Conseil Municipal autorise Mme le Maire à commander lesdits travaux.

8. Cession du fonds de commerce « salon de coiffure » immeuble la Sauge

Mme le Maire fait part au Conseil Municipal de la cession prochaine du fonds de commerce de coiffure NOUVEL HAIR, propriété de la SARL INSTINC'TIF, locataire de la commune de Pers-Jussy dans l'immeuble « La Sauge » au n° 72 Chemin du Beule.

Le Conseil Municipal donne à Monsieur Denis DUPANLOUP, maire-adjoint ayant reçu délégation pour agir dans le domaine des bâtiments, les pouvoirs les plus étendus à l'effet d'intervenir à l'acte de cession de fonds de commerce par la SARL INSTINC'TIF.

9. Location de l'appartement à l'école des Roguet

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que l'appartement situé au 1^{er} étage de l'école des Roguet, lié à des activités professionnelles sur la commune, se trouve actuellement inoccupé.

Elle propose au Conseil de le louer à Madame Gwennaëlle CHEVALIER, gérante de la Boulangerie le Petit Pers à Pers-Jussy, à compter du 1^{er} octobre 2021.

Le **Conseil Municipal**, après délibération,

émet un avis favorable quant à la location dudit appartement à Madame Gwennaëlle CHEVALIER, à compter du 1^{er} octobre 2021 et charge Madame le Maire de signer le bail avec l'intéressée.

10. Office National des Forêts – programme de coupes 2022

Mme le Maire donne lecture au conseil municipal de la lettre de l'Office National des Forêts, concernant les coupes à asséoir en 2022 en forêt communale relevant du Régime Forestier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- 1 - approuve l'Etat d'Assiette des coupes de l'année 2022 ci-annexé
- 2 - précise la destination des coupes de bois et leur mode de commercialisation.

Pour les coupes inscrites et commercialisées de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement, en bois façonné et à la mesure, l'ONF pourra procéder à leur mise en vente dans le cadre du dispositif de vente en lots groupés (dites « ventes groupées », conformément aux articles L214-7, L214-8, D214-22 et D214-23 du Code Forestier.

Pour ces cas, le propriétaire mettra ses bois à disposition de l'ONF sur pied ou façonnés. Si ces bois sont mis à disposition de l'ONF sur pied, l'ONF est maître d'ouvrage des travaux nécessaires à leur exploitation. Dans ce cas, une convention de mise à disposition spécifique dite de « vente et exploitation groupée » sera rédigée.

Par ailleurs, dans le but de permettre l'approvisionnement des scieurs locaux, la commune s'engage pour une durée de 3 ans à commercialiser une partie du volume inscrit à l'état d'assiette annuel dans le cadre de ventes en contrat de bois façonné à la mesure.

Le Conseil Municipal donne pouvoir à Mme le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

11. Travaux de voirie carrefours du Nant-Guin et de la Charmille

M. Denis DUPANLOUP se fait le porte-parole de M. Patrice DOMPMARTIN, absent, et présente les projets de voirie suivants :

- Carrefour du Nant-Guin
- Carrefour de la Charmille

Le Conseil Municipal émet un préavis favorable à ces travaux et se prononcera lors de la présentation définitive des devis correspondants. M. Dupanloup précise que d'autres travaux urgents devront être réalisés. Des priorités seront à dégager en fonction du budget communal.

12. Compte-rendu des commissions

Commission sociale

Mme Dominique BRAND, Maire-Adjoint en charge du social, fait part au conseil municipal des points suivants :

- Annulation du repas des aînés
- Annulation de la cérémonie cantonale du 11 novembre
- L'action « il n'y a pas d'âge pour bien manger et bien bouger » organisée par la Mutualité Française est organisée, à la mairie de Pers-Jussy, tous les mardis de 9h à 11h durant la période du 21 septembre au 26 octobre.
- Octobre rose : des animations seront organisées au stade des Fins durant le week-end des 9-10 octobre au profit de l'Association « Les Fées Roses du CHAL »
- Reprise des permanences administratives (aide administrative gratuite) en mairie le samedi 3 octobre, 6 novembre et 4 décembre.

Commission communication

Mme Dominique BRAND précise que le bulletin communal est en cours de rédaction, il sera distribué à la fin du mois d'octobre.

Commission scolaire

Mme Marie-Claire LAFFIN, Maire-Adjoint en charge de la commission scolaire, fait part des points suivants :

- Ouverture d'une 14^{ème} classe (cycle 3)
- Effectifs : 352 enfants à l'école du Chef-Lieu & 19 enfants à l'école des Roguet
- 7 nouveaux enseignants cette année
- Les écoles sont équipées, depuis cette rentrée, de photocopieurs couleurs

Commissions développement durable – environnement & culture - patrimoine

Mme Nathalie FREYRE, Maire-Adjoint en charge des commissions, expose que :

- La Journée de la Terre, prévue le dimanche 3 octobre est annulée ; seule la conférence sur les plantes est maintenue.
- Le recueil sur le ressenti des aînés durant les périodes de confinement a été commandé (350 exemplaires).
- La malle pédagogique sur les zones sensibles mise à disposition par le Syndicat Mixte du Salève est actuellement à l'école des Roguet.

Commission finances

M. Olivier LOTH, Maire-Adjoint en charge des finances, précise que les dossiers susceptibles de recevoir une subvention dans le cadre de la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) doivent être envoyés avant le 26 novembre 2021.

Commission bâtiments

M. Denis DUPANLOUP, Maire-Adjoint en charge des bâtiments, expose les points suivants :

- réhabilitation de la mairie : le cabinet N & BO architectes est venu présenter son équipe. Des sondages ont été réalisés dans la mairie afin d'établir un diagnostic sur le bâtiment et permettre ainsi de savoir ce qu'il y a lieu de démolir. La présentation de ce diagnostic est prévue le 7 octobre.
- des travaux sont à envisager dans l'ancienne cure avant de pouvoir installer les bureaux de la mairie :
 - câblages électriques et informatiques – entreprise Bouille : coût à prévoir 8 991.24 € ;
 - travaux de peinture, rafraichissement des sols et éclairage : devis en cours.

13. Divers

Mme le Maire fait part des points suivants :

- 11 novembre ; la cérémonie cantonale est annulée ; juste une cérémonie communale sera organisée au Monument aux Morts.
- Mardi 5 octobre : une réunion sera organisée en mairie pour les élus avec M. Sébastien JAVOGUES, Président de la Communauté de Communes Arve et Salève au sujet du PAS (Projet d'Aménagement Stratégique) du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) Cœur du Faucigny.

La séance est levée à 21h30.